
Brochure n° 3193 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **1596** | **OUVRIERS**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **1597** | **OUVRIERS**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

Accord du 6 décembre 2021

relatif aux salaires minima
au 1^{er} janvier 2022
(Seine-et-Marne)

NOR : ASET2250071M

IDCC : 1596, 1597

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FFB Île-de-France Est ;

CAPEB Île-de-France ;

FFIE Île-de-France Est ;

SCOP Île-de-France,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FO ;

CFTC,

d'autre part,

En application des articles XII-8 et XII-9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de Seine-et-Marne.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 630 €
Position 2	170	1 640 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 696 €
Niveau III		
Compagnons professionnels		
Position 1	210	1 838 €
Position 2	230	1 982 €
Niveau IV		
Maître ouvriers ou chefs d'équipe		
Position 1	250	2 102 €
Position 2	270	2 303 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Melun.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail.

Fait à Dammarie-lès-Lys, le 6 décembre 2021.

(Suivent les signatures.)